

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article7059>

Clearstream : une instruction bouclée mais très contestée

- Renseignement - France -



Date de mise en ligne : lundi 25 février 2008

Spyworld Actu

L'affaire Clearstream est bouclée, du moins en apparence. Les juges Jean-Marie d'Huy et Henri Pons viennent de notifier la fin de leur instruction tentaculaire, ouvrant la voie aux différents acteurs (personnes poursuivies et parties civiles), qui disposent d'un délai de trois mois pour réclamer une enquête complémentaire. Elles ne s'en priveront pas, plusieurs protagonistes se disant estomaqués par la conduite de l'enquête, focalisée sur la rivalité entre Dominique de Villepin et Nicolas Sarkozy, pour le plus grand bénéfice du président de la République.

Plusieurs centaines de personnalités du monde des affaires, de la politique et des médias se sont vues faussement affublées d'un compte bancaire à l'étranger. Dans ces faux listings Clearstream, le nom de Nicolas Sarkozy n'est apparu que dans la dernière ligne droite. Me Jean-Marc Fedida, avocat d'Alain Madelin, dont le nom a figuré sur des listings dès novembre 2003 (six mois avant Sarkozy), ironise : « L'attention des magistrats s'est focalisée sur le patronyme Nagy-Bocsa, aucun moyen n'étant déployé pour savoir comment d'autres personnes se sont retrouvées sur des faux listings, comme si leurs noms étaient secondaires. »

Electron libre. Ils étaient pourtant de plus en plus abondants. Un véritable « arbre de Noël », selon un fin connaisseur : il y en a pour tous les goûts. Sont apparues successivement des personnalités aéronautiques et mafieuses, pour appâter Jean-Louis Gergorin (vice-président d'EADS qui transmettra les listings par voie anonyme) ; des membres de la DST ou de la DGSE, pour appâter le général Rondot (électron libre du renseignement, fidèle à Jacques Chirac) ; des politiques de tous bords puis finalement sarkozistes, pour appâter Dominique de Villepin (suspecté d'animer le « cabinet noir » de la chiraquie).

Cette chronologie, retenue par les juges, se concentre autour du fameux rendez-vous du 9 janvier 2004 au Quai d'Orsay, Villepin faisant le point de la situation avec Rondot et Gergorin, tous supposés être obsédés par le seul Sarkozy. Sauf que l'affaire Clearstream pourrait avoir démarré trois ans plus tôt, à l'ombre des renseignements généraux.

Gribouillis. C'est une mention figurant sur les carnets d'Yves Bertrand, directeur des RG de 1992 à 2004. Datée de mai 2001 : « Imad Lahoud [...]. Pourrait Wer c L.J. » Traduction : pourrait travailler contre Lionel Jospin à l'approche de la présidentielle. Lahoud, financier et mathématicien, est alors visé par une enquête pénale sur la faillite de son fonds d'investissement (Volter). Il cherche des appuis en haut lieu, propose ses services, ses tuyaux dans le monde arabo-financier. A-t-il été recruté, « tamponné » en jargon des services, pour informer les RG ? En juin 2002, un autre gribouillis d'Yves Bertrand mentionne les relations entre Jacques Chirac et le Premier ministre libanais Rafic Hariri, en référence à de mystérieux « comptes Saoudi Bank » ; un an plus tard, une note du général Rondot mentionnera la même rumeur, sourcée Imad Lahoud... En juillet 2002, Imad Lahoud est incarcéré dans l'affaire Volter. Un enquêteur a eu la curiosité de consulter le registre des visites à la prison de la Santé : contrairement à tous les usages, il a disparu. Quand Lahoud est remis en liberté, en décembre 2002, il est illico repris en main par les services, la DGSE puis le général Rondot. Les carnets d'Yves Bertrand, retrouvés à son domicile, s'arrêtent prudemment à juin 2003, quand commencent à circuler les premiers faux listings.

Deux autres parties civiles (car il n'y a pas que Sarkozy dans la vie) ont évoqué le rôle supposé des RG. Dominique Ambiel, ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin à Matignon, a dit son sentiment d'avoir été suivi dans sa vie privée : c'est sa seule explication rationnelle au vu de son inscription sur un faux listing dès novembre 2003 (toujours six mois avant Sarkozy).

Alain Guilloux, avocat fiscaliste renvoyé en correctionnelle dans l'affaire Angolagate, est encore plus explicite. Les principaux protagonistes de ce marché d'armes entre la Russie et l'Angola via la France, souvent d'obédience pasquaienne, ont été estampillés Clearstream (encore six mois avant Sarkozy). Interrogé par Libération, M e Guilloux y voit la patte des RG : « Je ne connais pas Lahoud, il ne me connaît pas. C'est donc qu'on lui a susurré mon nom, à une époque où l'Angolagate partait en brioche ; il fallait remettre une couche. Clearstream est la

répétition de l'Angolagate : même gens, même méthode, même manipulation. Sauf qu'au lieu de tomber sur Courroye [ndlr : juge d'instruction proche de Sarkozy, qui l'a promu procureur de Nanterre après avoir traqué la galaxie Pasqua], ils sont tombés sur Van Ruymbeke [ndlr : bête noire de Sarkozy, en charge des fréquences de Taïwan, visant la galaxie Balladur] qui a démonté la manip. »

« Circulez ! » L'audition de Guilloux, en décembre 2007, a contraint les juges à perquisitionner l'ancien directeur des RG. Pour ensuite clôturer leur enquête au plus vite, suscitant l'indignation de nombreux avocats : « On a entrouvert la porte pour aussitôt la fermer » ; « Circulez, y a rien à voir ! » Brigitte Henri, commissaire des RG, a pourtant confirmé ses contacts fréquents avec Imad Lahoud, à propos du Moyen-Orient, dit-elle, affirmant en rendre compte à Yves Bertrand. Ce dernier dément mais n'exclue pas qu'un autre membre des RG aujourd'hui décédé aurait pu rendre compte à son successeur, le très sarkophile Bernard Squarcini. L'instruction est « instrumentalisée » au profit d'un seul, a répété hier Villepin sur Canal +.

Post-scriptum :

<http://www.liberation.fr/actualite/...>